

Institut Européen pour la Gestion Raisonnée de l'Environnement (IEGRE)
www.iegre.net
garrigues@iegre.net
06 78 05 09 88

Communiqué de presse

Plan d'éradication Algues Vertes : Création d'une Banque du Lisier

Nous saluons l'initiative des députés qui souhaitent mettre les élevages français dans la même situation que leurs concurrents européens, en aménageant les seuils d'application des contrôles publics, seuils qui sont actuellement plus contraignants en France qu'en Allemagne ou aux Pays-Bas – l'association écologiste « France Nature Environnement », qui proteste contre cette initiative, a l'honnêteté de le rappeler.

Ces députés ont fait passer cette proposition à l'Assemblée Nationale. Le Gouvernement s'y est opposé, vraisemblablement par souci politique de ne pas agiter le chiffon rouge qui mettrait sa réforme en difficulté.

Nous dirons ici que tout le monde a raison : les députés de vouloir desserrer le carcan réglementaire qui pèse sur les exploitations, France Nature Environnement de craindre un accroissement des pollutions, le Gouvernement de vouloir sécuriser sa réforme telle qu'elle est libellée.

Tout le monde a raison, si l'on utilise l'outil qui fera que ça marche : qu'on accompagne cet assouplissement par la mise en œuvre du concept de « Banque du lisier ». Les systèmes de marchés de droits d'épandage entre éleveurs et cultivateurs permettront d'utiliser les excédents d'effluents, réduisant les achats d'engrais chimiques et responsabilisant toute la filière. Quand vous avez monétisé un droit, vous souhaitez le conserver et les exploitants respectent spontanément les limites de rejets d'effluents : mieux, ils seront eux-mêmes demandeurs de contrôles et de prélèvement d'azote dans le sol pour démontrer qu'ils appliquent scrupuleusement les règles.

Ces techniques fonctionnent parfaitement en Belgique flammingante, aux Pays-Bas, dans deux Länder allemands, avec des exploitations d'élevage autrement plus grandes que les nôtres. Il y a agriculture intensive, mais sans rejets d'excédents d'effluents.

La question n'est pas de mettre fin à l'exploitation « intensive », mais de la responsabiliser. Avec la Banque du lisier, cette évolution se fera spontanément dans le bon sens. Pourquoi se priver de cet outil ? Commençons par une expérience dans les secteurs à algues vertes.

Dominique Garrigues
Président de l'IEGRE

